



AVIS DE VACANCE

EXPERT NATIONAL DETACHE A LA COMMISSION EUROPEENNE POSTE PRIORITAIRE

Les dossiers de candidatures doivent être adressés par les administrations gestionnaires*, au plus tard le
20/09/2022, au SGAE à

Dominique CHARNASSE, adjoint au chef de bureau

dominique.charnasse@sgae.gouv.fr

Simon LOREAL, adjoint au chef de bureau

simon.loreal@sgae.gouv.fr

Copie à **David SZWARCBERG, chef du bureau « Coordination, communication, relations publiques, influence »**

david.szwarcberg@sgae.gouv.fr

** Tout dossier de candidature adressé directement au SGAE par le candidat ne pourra être recevable.*

Intitulé du poste: (DG-DIR-UNITE)	CNECT-A-2
Chef d'unité : Adresse e-mail : Téléphone : Poste Nombre de postes disponibles : Prise de fonction souhaitée : Durée initiale souhaitée : Lieu d'affectation :	Kilian Gross kilian.gross@ec.europa.eu +32 229 50385 Politique de l'UE en matière d'intelligence artificielle 1 4^{ème} trimestre 2022 2 ans <input checked="" type="checkbox"/> Bruxelles <input type="checkbox"/> Luxembourg <input type="checkbox"/> Autre: <input checked="" type="checkbox"/> Avec indemnités <input type="checkbox"/> Sans frais
Cet avis est également ouvert <input type="checkbox"/> aux pays AELE suivants : <input type="checkbox"/> Islande <input type="checkbox"/> Liechtenstein <input type="checkbox"/> Norvège <input type="checkbox"/> Suisse <input type="checkbox"/> Accord AELE-EEE in-Kind (Islande, Liechtenstein, Norvège) <input type="checkbox"/> aux pays tiers suivants: <input type="checkbox"/> aux organisations intergouvernementales suivantes:	

1. Nature des fonctions

L'expert national détaché doit contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre d'initiatives liées à la politique européenne en matière d'intelligence artificielle, en mettant particulièrement l'accent sur le plan coordonné adopté en 2018 et révisé en 2021 (voir [COM\(2021\)205 du 21 avril 2021 "Favoriser une approche européenne en matière d'intelligence artificielle"](#)).

Les tâches comprennent notamment :

- le suivi global de la mise en œuvre des différentes initiatives prévues dans le Plan et menées par la Commission (en étroite collaboration avec les services directement en charge de ces initiatives) ;
- le soutien à la coordination entre les États membres dans le cadre de la mise en œuvre d'initiatives nationales dans le domaine de l'intelligence artificielle, notamment par le biais du [groupe d'experts "Intelligence artificielle et numérisation des entreprises"](#) ;
- le suivi de l'évolution de la politique en matière d'intelligence artificielle dans quelques pays spécifiques (les responsabilités de suivi des pays étant partagées avec les autres membres de l'unité, à raison de 2 à 3 pays par collège) ;

- s'engager auprès des parties prenantes et les mobiliser par l'organisation de réunions, d'ateliers et d'activités d'évaluation comparative visant à promouvoir et à soutenir la mise en œuvre de la politique européenne en matière d'intelligence artificielle, ainsi qu'à recueillir des contributions en vue de préparer ses développements futurs ;
- superviser l'exécution d'études (réalisées par des contractants externes) visant à suivre la mise en œuvre des initiatives nationales et régionales en matière d'intelligence artificielle, ainsi qu'à recueillir des informations sur les développements politiques, économiques et sociaux liés à l'adoption des technologies d'intelligence artificielle dans l'UE ;
- coordonner les travaux relatifs au fonds de relance et de résilience en matière d'intelligence artificielle ;
- mettre en œuvre, avec le soutien d'un contractant externe, le programme Adopt AI visant à améliorer l'adoption de l'intelligence artificielle par les autorités publiques ;
- préparer la prochaine révision du plan européen coordonné sur l'intelligence artificielle.

2. **Qualifications requises**

a) **Critères d'éligibilité**

Les critères d'éligibilité doivent être obligatoirement remplis par l'END pour être détaché auprès de la Commission. Par conséquent, le candidat qui ne remplirait pas tous ces critères serait automatiquement éliminé de la procédure de sélection.

- Expérience professionnelle : posséder une expérience professionnelle d'au moins cinq ans dans des fonctions administratives, judiciaires, scientifiques, techniques, de conseil ou de supervision, à un grade équivalant au groupe de fonctions administrateur AD;
- Ancienneté de service : avoir une ancienneté d'au moins un an auprès de son employeur, c'est-à-dire être employé depuis au moins un an par un employeur éligible au sens de l'article 1 de la décision END, dans un cadre statutaire ou contractuel avant le détachement;
- Compétences linguistiques : avoir une connaissance approfondie d'une des langues de l'Union européenne et une connaissance satisfaisante d'une autre langue de l'Union européenne dans la mesure nécessaire aux fonctions qu'il est appelé à exercer. L'END d'un pays tiers doit justifier posséder une connaissance approfondie d'une langue de l'Union européenne nécessaire à l'accomplissement des tâches qui lui seront confiées.

b) **Critères de sélection**

Diplôme

- diplôme universitaire ou
- formation professionnelle ou expérience professionnelle de niveau équivalent

dans le(s) domaine(s): administration des affaires, économie et/ou ingénierie.

Expérience professionnelle

Le candidat doit avoir au moins deux ans d'expérience dans le développement et/ou la mise en œuvre de stratégies soutenant les politiques numériques, y compris la collaboration avec les parties prenantes européennes, nationales et/ou régionales. Le candidat doit également avoir déjà eu une expérience de travail avec les institutions européennes et les programmes de financement de l'UE. Une expérience et des connaissances spécifiquement liées au domaine de l'intelligence artificielle constitueraient un avantage.

Langue(s) nécessaire(s) pour l'accomplissement des tâches

Anglais. La connaissance d'autres langues est un plus pour les contacts avec les parties prenantes.

3. **Soumission des candidatures et procédure de sélection**

Les candidats doivent envoyer leur candidature sous format **CV Europass** (<http://europass.cedefop.europa.eu/fr/documents/curriculum-vitae>) en français, anglais ou allemand **uniquement à la représentation permanente / mission diplomatique de leur pays auprès de l'UE**, qui la transmettra aux services compétents de la Commission, dans les délais fixés par ces derniers. Le CV doit obligatoirement mentionner la date de naissance et la nationalité du candidat. **Le non-respect de cette procédure ou des délais invalidera automatiquement la candidature.** Les candidats sont priés de ne pas joindre à leur candidature d'autres documents (tels que copie de carte d'identité, copie des diplômes et attestations d'expérience professionnelle, ...). Ces documents leur seront demandés, le cas échéant, à un stade ultérieur de la procédure de sélection. Les candidats seront informés du suivi de leur candidature par l'unité concernée.

4. Conditions du détachement

Les détachements sont régis par la **décision de la Commission C(2008)6866 du 12/11/2008** relative au régime applicable aux experts nationaux détachés et aux experts nationaux en formation professionnelle auprès des services de la Commission (décision END).

L'END restera employé et rémunéré par son employeur durant toute la durée du détachement. Il restera également couvert par la sécurité sociale nationale durant son détachement.

Sauf pour les END sans frais, des indemnités de séjour peuvent être versées à l'END qui remplit les conditions, conformément à l'article 17 de la décision END.

Durant le détachement, l'END sera soumis aux obligations de confidentialité, de loyauté et d'absence de conflit d'intérêt prévues par les articles 6 et 7 de la décision END.

Toute déclaration incomplète ou fausse pourra entraîner le refus de la candidature.

Toute personne postée dans une **délégation de l'Union européenne** doit avoir une habilitation de sécurité (jusqu'au niveau SECRET UE/EU SECRET conformément à la décision de la Commission (EU – Euratom) 2015/444 du 13 mars 2015, OJ L 72 du 17.03.2015, p. 53). Le candidat choisi aura l'obligation de lancer cette procédure d'habilitation de sécurité avant d'obtenir la confirmation de son détachement.

5. Traitement des données à caractère personnel

Toute mise en œuvre de la procédure de sélection, de détachement et de fin de détachement des END aura pour effet le traitement, par les services compétents de la DG HR, du PMO, de la DG BUDG et de la DG concernée par le présent avis, de données à caractère personnel relatives à l'END, sous la responsabilité du chef de l'unité HR.B.1. Ce traitement est basé sur la décision de la Commission relative aux END et est soumis au Règlement (UE) No 2018/1725.

Les données des END seront conservées pendant 7 ans à compter de la fin du détachement (2 ans pour les END dont la candidature n'a pas été retenue).

En tant que personne concernée, vous avez des droits spécifiques en vertu du chapitre III (articles 14 à 25) du règlement (UE) 2018/1725, notamment le droit d'accès, de rectification ou d'effacement de vos données à caractère personnel et le droit de limiter le traitement de vos données personnelles. Le cas échéant, vous avez également le droit de vous opposer au traitement ou au droit à la portabilité des données.

Vous pouvez exercer vos droits en contactant le responsable du traitement ou, en cas de conflit, le responsable de la protection des données. Si nécessaire, vous pouvez également vous adresser au contrôleur européen de la protection des données. Leurs coordonnées sont indiquées ci-dessous.

Informations de contact

- Le contrôleur de données

Si vous souhaitez exercer vos droits en vertu du règlement (UE) 2018/1725, ou si vous avez des commentaires, des questions ou des préoccupations, ou si vous souhaitez déposer une plainte concernant la collecte et l'utilisation de vos données à caractère personnel, n'hésitez pas à contacter le contrôleur de données, unité HR.B.1, HR-B1-DPR@ec.europa.eu.

- Le délégué à la protection des données (DPD) de la Commission

Vous pouvez contacter le délégué à la protection des données (DATA-PROTECTION-OFFICER@ec.europa.eu) pour toute question relative au traitement de vos données à caractère personnel en vertu du règlement (UE) 2018/1725.

- **Le contrôleur européen de la protection des données (CEPD)**

Vous avez le droit de saisir le contrôleur européen de la protection des données (edps@edps.europa.eu) (c'est-à-dire que vous pouvez porter plainte) si vous estimez que vos droits en vertu du règlement (UE) 2018/1725 ont été violés par le contrôleur des données.

À l'attention des candidats ressortissant de pays tiers: vos données personnelles peuvent être utilisées aux fins des vérifications de sécurité.